

Macron en Corse : Dénî de démocratie, déni d'existence

jeudi 15 février 2018, par [Correspondant\(es\)](#) (Date de rédaction antérieure : 15 février 2018).

Les partisans du *statu quo* en Corse, amplement battus aux élections, tiennent leur revanche : Macron leur a donné pleine satisfaction en rejetant toutes les revendications de l'actuelle majorité régionale.

Au mois de décembre 2017 la coalition composée de Femu a Corsica (autonomistes) et Corsica Libera (indépendantistes) a recueilli 56 % des suffrages exprimés lors du deuxième tour des élections territoriales. Cette liste se présentait sur la base d'un programme comportant plusieurs points :

- statut d'autonomie permettant des adaptations au regard du droit commun,
- co-officialité langue corse et langue française,
- statut de résident,
- rapprochement des prisonniers politiques avec à terme une loi d'amnistie.

Notre mouvement A Manca a appelé à voter au deuxième tour pour cette coalition afin de faire barrage à une tentative de front républicain (listes de droite et macronistes) destiné à mettre en échec le programme nationaliste, pourtant très modéré.

Pur style colonial

Ces partisans du *statu quo*, amplement battus aux élections, tiennent désormais leur revanche, puisque Macron leur a donné pleine satisfaction en rejetant toutes les revendications de l'actuelle majorité régionale.

Cette visite présidentielle, à laquelle participait Chevènement, s'est déroulée en deux temps : une séquence mémorielle vingt ans après l'exécution du préfet Erignac ; des rencontres et des prises de parole de Macron. Le samedi précédant cette visite nous étions des milliers dans les rues d'Ajaccio pour exiger de la part de l'État français le respect du résultat des élections.

Rien n'y a fait et c'est dans le plus pur style colonial que Macron s'est exprimé. Le ton a été donné devant la stèle dédié au préfet. L'affirmation de « l'ordre » républicain d'abord, et une fin de non-recevoir en ce qui concerne l'amnistie. Comme il l'avait fait au Burkina Faso et en Guyane, Macron a adopté dès le début de son déplacement un ton mêlant paternalisme et mépris. Le clou de la visite a probablement été, le deuxième jour, la fouille au corps infligée aux élus nationalistes par le service d'ordre, suivie d'un discours niant le moindre droit d'existence du peuple corse tout en dessinant un projet ultralibéral.

Émancipation nationale et émancipation sociale

Le fait que la loi de protection du littoral que Macron a jetée en pâture aux spéculateurs constitue une agression supplémentaire. La cherté des loyers est en lien direct avec la prolifération des résidences secondaires. Ce sont les terres agricoles qui se réduisent, avec comme conséquence l'impossibilité du développement de l'agriculture et donc un accroissement de la dépendance de la Corse, et ce au seul profit des grands groupes de l'agro-alimentaire. Macron a également annoncé l'augmentation des effectifs de gendarmerie et de police, afin, a-t-il assuré, de lutter contre la délinquance. Sans nier la présence des groupes mafieux, il n'est pas inutile de rappeler que la Corse compte déjà la plus forte concentration des forces de police au regard du nombre d'habitants...

Les choses sont aujourd'hui très claires pour tous les Corses : à un déni de démocratie s'ajoute un déni d'existence en tant que peuple. A Manca en appelle à la résistance par la création de fronts de lutte qui devront converger afin d'imposer une tout autre politique. Le principal de ces fronts doit être ouvert par le monde du travail, en toute indépendance de classe et sur la base de ses revendications propres. Pour cela, la lutte sans concession contre le racisme est un impératif, car les travailleurEs voient leurs capacités d'intervention paralysées par ce cancer qui ronge et divise les classes populaires. En réaffirmant le double aspect de la lutte, lutte d'émancipation nationale et lutte d'émancipation sociale, les travailleurEs sont également appelés à imposer le cadre d'une citoyenneté faite par et pour celles et ceux, quelles que soient leurs origines, qui veulent un avenir commun, expurgé de toutes les formes d'aliénation.

Correspondant

P.-S.

* Hebdo L'Anticapitaliste - 417 (15/02/2018). Mardi 13 février 2018, mise à jour Mercredi 14 février 2018, 15:07 :

<https://npa2009.org/actualite/politique/corse-deni-de-democratie-deni-dexistence>